



Liberia
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Liberia

Vue d'ensemble

L'économie du Liberia est en train de se remettre des effets de la récession mondiale. La croissance du pays a été estimée à 6.1 % pour 2010, contre 4.6 % en 2009, ce qui s'explique par une augmentation des exportations et des investissements directs étrangers (IDE). Selon les projections, elle devrait s'établir à 7.3 % en 2011 et à 8.9 % en 2012. Cet essor des exportations s'explique par une envolée du cours des matières premières, en particulier du caoutchouc, de l'huile de palme et des ressources minérales. En 2010, l'État libérien a également commencé à encaisser les redevances (1.57 million USD) dues par les entreprises extractives. Ces redevances devraient se monter à 30 millions USD en 2015.

À la faveur du renchérissement des matières premières sur les marchés internationaux, les investissements dans les mines de Bong et dans les mines de fer de Yekepa, qui avaient été suspendus en raison de la crise financière de 2008, ont repris. Avec le lancement de l'extraction à grande échelle en 2010, les redevances devraient commencer à entrer dans les caisses de l'État. De plus, le pays table sur des découvertes de pétrole offshore à brève échéance.

Le Liberia a réalisé des avancées significatives et en juin 2010, il a ainsi atteint le point d'achèvement de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ) renforcée, ce qui lui donne droit à 4.6 milliards USD d'allègement de sa dette. Les réformes que le pays a introduites pour atteindre le point d'achèvement ont également eu le mérite d'enclencher une dynamique de réforme positive dans de nombreux secteurs, y compris dans la gestion des finances publiques, dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), dans les services de santé, ainsi que dans l'harmonisation des rémunérations du système éducatif. En 2010, les autorités du pays ont également conclu un accord à l'amiable avec deux fonds voutours, *Hamsah Investment* et *Wall Capital*, au terme desquels le Liberia ne devra plus rembourser qu'à peine plus de 3 % d'une créance de 43 millions USD datant des années 1970.

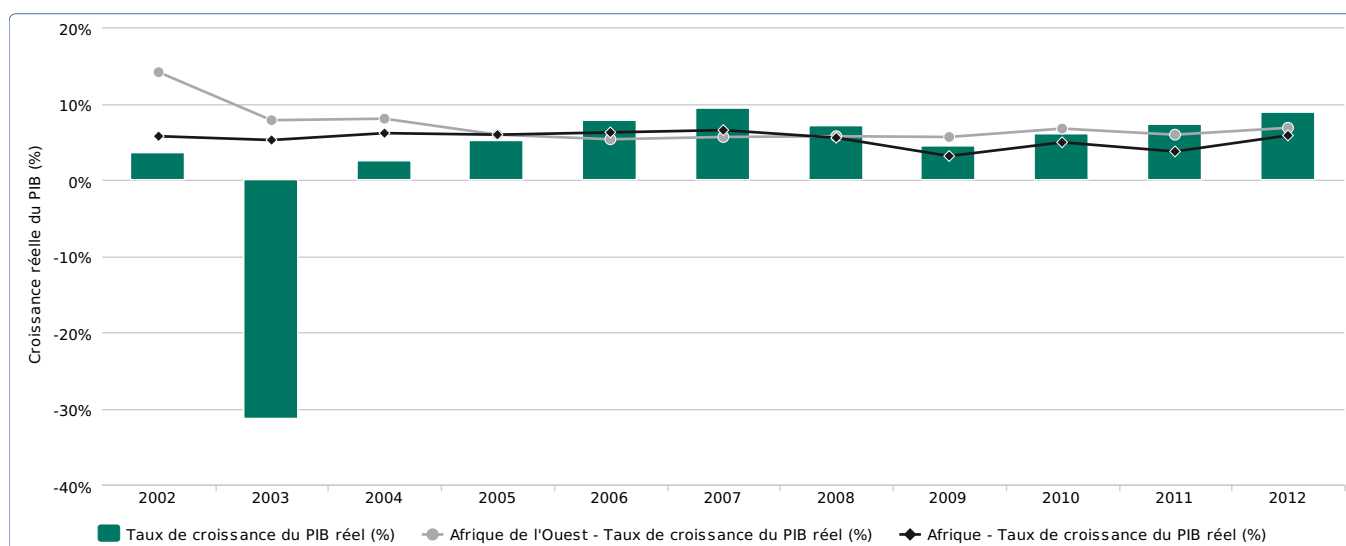
Sur le plan de la sécurité, la situation du Liberia est globalement stable, quoique fragile, et une importante force de maintien de la paix reste dans le pays dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Liberia (Minul). Cependant, la Côte d'Ivoire voisine s'est trouvée dans une impasse politique jusqu'au printemps 2011, ce qui a déstabilisé toute la région et placé le Liberia dans une situation de plus en plus précaire. Les Nations Unies ont ainsi fait savoir que d'anciens combattants du Liberia avaient été recrutés en Côte d'Ivoire, alors que le Liberia accueille plus de 10 000 réfugiés ivoiriens. Par ailleurs, les élections présidentielle et législatives, prévues pour octobre 2011, constituent une autre source d'insécurité. Enfin, on craint que le Liberia ne devienne un point de transit pour le trafic de stupéfiants vers l'Europe occidentale et les États-Unis.

Le Liberia doit passer d'une période de reconstruction post-conflit à un développement durable. Pour cela, il a besoin non seulement de se doter d'une vision à long terme, telle que celle esquissée dans le plan de développement *Liberia Rising 2030*, mais aussi de privilégier l'intégration régionale. Le Liberia étant un petit pays au pouvoir d'achat limité, une politique d'exportation résolue en direction des marchés régionaux et des projets d'infrastructures régionales communes pourrait stimuler son développement. Cette politique pourrait être intégrée dans le prochain cycle de la stratégie de réduction de la pauvreté du pays.

Des partenaires émergents, africains et non africains, sont à l'œuvre au Liberia. Les pays non africains sont surtout présents dans le secteur privé et les industries extractives, y compris les mines de fer et les plantations de palmiers à huile. De toute évidence, l'envolée récente du cours des matières premières constitue une incitation supplémentaire à investir au Liberia, malgré un environnement d'affaires relativement risqué. Parmi les partenaires non africains, la Chine est le plus gros donneur public et sa contribution revêt essentiellement la forme d'une aide liée, estimée à 20 millions USD par an. Cette aide, principalement bilatérale, sert à la construction d'infrastructures et à améliorer les systèmes éducatif et de santé. La Chine joue également le rôle d'observateur dans divers cadres de coordination des donateurs, et fait partie de l'équipe de gestion économique du pays, qui est la plus haute instance chargée d'étudier les projets de développement administrés par le ministère de la Planification et des Affaires économiques. Les donateurs traditionnels expliquent la coordination relativement satisfaisante entre la Chine et les autres partenaires au développement du Liberia par l'absence de concurrence ou d'intérêts stratégiques dans ce pays, par comparaison avec d'autres pays d'Afrique richement dotés en ressources.

Le Nigeria est le plus important partenaire émergent africain du Liberia. Ainsi, les banques nigérianes prévoient d'introduire dans le pays des services de banque sur téléphone mobile, qui remportent déjà un vif succès en Afrique de l'Est. La Libye est, elle aussi, présente au Liberia, où elle investit dans le secteur hôtelier. La Libye doit également construire une usine de fabrication de caoutchouc pour pneumatiques, destiné à l'exportation, et mettre en œuvre un projet visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le pays.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412084>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	4.6	6.1	7.3	8.9
Inflation IPC	7.6	7.7	4.4	4.8
Balance budgétaire % PIB	-1.6	1.3	-1.9	-2.2
Balance courante % PIB	-33.2	-40.9	-38.1	-40.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414440>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	67.1	62.7
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	0.1	1.1
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	7.2	5.3
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	0.7	0.8
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	2	4.1
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	4.9	6
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	4	4.2
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	2.6	2.8
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	8.1	9.5
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	3.4	3.4
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415409>

Après la crise financière mondiale de 2008 et la récession qui a suivi, l'économie du Liberia est en train de rebondir. En 2010, selon les projections, le pays devrait enregistrer une croissance de 6.1 %, puis de 7.3 % en 2011 et de 8.9 % en 2012, contre 4.6 % en 2009. L'inflation est estimée à 7.6 % pour 2010 et devrait reculer à 4.4 % en 2011, avant de remonter à 4.8 % en 2012. C'est la dollarisation de l'économie libérienne qui permet de maîtriser l'inflation.

Les recettes issues de la production de caoutchouc ont augmenté à la faveur du rebond des cours mondiaux, tandis que les IDE ont progressé grâce à l'afflux des investissements réalisés dans les mines de Bong et dans les mines de fer de Yekepa. En 2010, pour la première fois, l'État libérien devrait en outre encaisser des redevances sur l'exploitation minière, qui devraient se monter à 1.57 million USD, avant de faire un bond à 30 millions USD en 2015.

L'économie libérienne est dominée par les activités agricoles. En proportion du produit intérieur brut (PIB), l'agriculture, la sylviculture et la pêche représentaient 62.7 % de l'économie en 2010, ce qui traduit la faiblesse des autres secteurs après des décennies de guerre civile et d'incurie économique. La production agricole du Liberia est essentiellement une production de subsistance, car le pays pâtit de piètres rendements agricoles. Son principal aliment de base est le riz. Si l'hévéa constitue sa plus importante culture de rente, le pays a toutefois investi, depuis peu, massivement dans la culture des palmiers à huile.

À brève échéance, la production d'huile de palme devrait augmenter sous l'effet de deux gros investissements réalisés par l'entreprise malaisienne Sime Darby et la britannique Equatorial Palm Oil, qui ont reçu une concession pour l'exploitation, respectivement, de 220 000 et 169 000 hectares. Une autre entreprise indonésienne, Golden Veroleum, est actuellement en train de négocier avec les autorités un investissement de plus de 1.6 milliard USD pour l'exploitation d'une concession de 30 000 hectares de palmiers à huile, qui devrait employer 10 000 personnes lorsqu'elle fonctionnera à plein régime. Il est prévu que ce projet englobe des processus à valeur ajoutée, incluant la transformation d'huile de palme en biodiesel, ou en d'autres types de carburants.

Le secteur manufacturier a représenté environ 5.3 % de l'économie en 2010. Il se compose essentiellement d'activités industrielles à petite échelle, comme la fabrication de ciment, de briques, de tuiles et de meubles métalliques ou en bois. Ce secteur a des possibilités de se développer, de manière limitée, en venant en appui aux investissements réalisés dans les industries extractives, la construction routière et de voies de chemin de fer et dans les petites et moyennes entreprises (PME). Toutefois, le développement du secteur privé passera par l'instauration d'un environnement propice, ce qui demeure une gageure dans ce pays, qui vient de sortir d'un conflit et manque de ressources humaines, d'infrastructures physiques et de services bancaires.

La croissance structurelle du secteur manufacturier se heurte à la taille restreinte du marché intérieur, au pouvoir d'achat inexistant de la population et à une consommation publique limitée. Il est donc probable que la croissance à long terme du pays sera tributaire de la poursuite de l'intégration régionale, et en particulier de l'Union du fleuve Mano, groupement économique réunissant le Liberia, la Guinée et la Sierra Leone. La priorité immédiate consiste donc à étendre l'infrastructure régionale afin de faciliter le commerce transfrontalier.

En 2010, le secteur des services a contribué au PIB à hauteur de 25.9 %. Ce secteur englobe le commerce de gros et de détail, les hôtels et restaurants (6 %), le transport, le stockage et les communications (4.2 %), les services financiers, ainsi que les services immobiliers et les autres services aux entreprises (2.8 %), les services généraux de l'État (9.5 %) et les autres services (3.4 %). Ces services s'adressent essentiellement à la communauté internationale et aux personnels de la Minul. De plus, les prestataires sont souvent des entreprises détenues et gérées par des Libanais. Il est rare que la population libérienne en retire un avantage, tant sur le plan des bénéficiaires que de l'emploi.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	22	66.9	14.7	11.8	13	27.8	24.2	27.6
Publique	4.6	10.6	13	11	10	3.9	3.5	3.3
Privée	17.4	56.3	15	12	13.5	23.9	20.7	24.3
Consommation finale	56.8	169.7	-5.8	-0.6	0.8	-19	-1.7	2.2
Publique	16.6	26.8	3.6	3.1	3.1	2.3	2	1.9
Privée	40.2	143	-8.1	-1.6	0.2	-21.3	-3.7	0.3
Secteur externe	21.2	-136.7	-	-	-	-2.7	-15.2	-21
Exportations	42.9	55.8	4.5	4.7	4.4	6.7	6.9	6.3
Importations	-21.7	-192.5	1.7	4.1	5.2	-9.4	-22.1	-27.3
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	6.1	7.3	8.9

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416378>

Politiques macroéconomiques

Pour le Liberia, en 2010, l'objectif principal était de parvenir au point d'achèvement de l'initiative PPTE. Avant cette date, le ratio de la dette par rapport au PIB et celui de la dette par rapport aux exportations s'établissaient respectivement à 700 % et 2 000 %. Grâce aux 4.6 milliards USD d'allègement consentis par les membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux dans le cadre de l'initiative PPTE et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), l'endettement du pays a été ramené à un niveau soutenable. De plus, les autorités du Liberia ont adopté une stratégie de gestion de la dette prévoyant des règles d'emprunt strictes : les emprunts ne devront pas dépasser 3 % du PIB de l'exercice précédent en valeur actualisée (46 millions USD en 2011) et les fonds levés auprès de sources locales ne devront pas être supérieurs à 1 % du PIB. L'encours de la dette publique (État + entreprises d'État) sera également plafonné à 60 % du PIB. Cette stratégie devrait préserver la viabilité à long terme de la dette et contribuer ainsi à la stabilité macroéconomique générale du pays.

Pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE, le pays a dû mettre en place plusieurs réformes : préservation de la stabilité macroéconomique, renforcement de la gestion des finances publiques, réformes sociales, stratégie de gestion de la dette et mesures renforçant la transparence et la lutte contre la corruption. Ces dispositions se sont révélées bénéfiques pour de nombreux secteurs de l'économie, mais toute la difficulté consistera à l'avenir à éviter une certaine « lassitude » à l'égard des réformes pendant la période post-PPTE.

Politique budgétaire

Le total des recettes publiques et des dons devrait augmenter pour s'établir à 31.7 % du PIB (288 millions USD) en 2010, puis refluer légèrement à 30.6 % (358 millions USD) en 2011. Selon les projections, il devrait encore reculer à 30.1 % en 2012 (378.9 millions USD), une forte croissance du PIB expliquant cette détérioration en valeur relative. La progression des recettes publiques et des dons en valeur absolue est essentiellement imputable aux dons, aux recettes non fiscales¹ et aux impôts et taxes acquittés par les entreprises, qui devraient augmenter de 47 millions USD en 2010 et de 26 millions USD en 2011.

À eux seuls, les dons ont totalisé 58.5 millions USD, soit 16 % du budget total. Les versements exceptionnels provenant des concessions minières devraient s'établir à 42 millions USD sur l'exercice 2010/11, les principaux contributeurs étant la Bong Mining Company (19.9 millions USD), BHP Billiton (7.5 millions USD) et Putu (5 millions USD).

Sous l'effet d'une hausse des dépenses récurrentes et des dépenses en capital, les dépenses publiques devraient passer de 30.4 % du PIB en 2010 à 32.5 % en 2011, pour ressortir respectivement à 278 millions USD (+11 % en glissement annuel) et à 85 millions USD (+167 % en glissement annuel). Toutefois, la progression des dépenses en capital doit très probablement être attribuée au cycle budgétaire électoral, puisque des élections sont prévues pour la fin 2011. Le solde global devrait se révéler légèrement négatif, à -1.9 % en 2011 et -2.2 % en 2012.

En 2010, l'État a dû faire face à un important déséquilibre budgétaire car il n'a pas reçu les sommes dues sur une concession minière en raison de la crise financière de 2008. Les pouvoirs publics prévoient donc d'introduire deux mesures destinées à préserver la liquidité en 2011. Tout d'abord, ils vont créer un marché des bons du Trésor, ce qui dotera l'État d'un outil pour gérer les variations à court terme du budget et permettra au ministère des Finances de faire correspondre les dépenses et les recettes tout au long de l'exercice. Cette décision a été bien accueillie par les banques privées du pays, dont beaucoup souffrent d'une liquidité excessive résultant du manque de projets susceptibles d'être financés. Ensuite, la Banque centrale du Liberia (*Central Bank of Liberia*, CBL) sera autorisée à procurer 20 millions USD à court terme pour remédier aux problèmes de liquidité provoqués par les retards de décaissement de l'appui budgétaire ou des paiements sur les concessions.

Plusieurs mesures de réforme de la gestion des finances publiques (GFP) ont été nécessaires pour que le pays puisse atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE : publication d'un rapport trimestriel sur l'application de la loi relative à la GFP ; amélioration de la gestion et des contrôles des paies ; virement direct du traitement de tous les fonctionnaires basés à Monrovia ; renforcement de la supervision financière des entreprises d'État, etc. En 2010, les douanes ont fait l'objet d'une réforme majeure avec l'installation d'un système de traitement automatisé des données douanières dans le terminal pétrolier de Monrovia et à l'aéroport international. Cette nouveauté devrait améliorer le recouvrement des recettes publiques.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) est en train de mettre en œuvre des tarifs extérieurs communs, d'où une baisse probable des droits à l'importation qui aura des répercussions négatives sur les recettes douanières et le budget national du Liberia. Le pays a également revu à la baisse, au cas par cas, certains droits de douane à l'importation afin d'adoucir l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Il devra améliorer le recouvrement des recettes publiques telles que la TVA, l'impôt

sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Ni les redevances ni les paiements ponctuels sur les concessions ne devraient suffire à compenser les déficits à court et moyen terme.

Après la crise financière mondiale de 2008 et la récession qui a suivi, l'économie du Liberia est en train de rebondir. En 2010, selon les projections, le pays devrait enregistrer une croissance de 6.1 %, puis de 7.3 % en 2011 et de 8.9 % en 2012, contre 4.6 % en 2009. L'inflation est estimée à 7.6 % pour 2010 et devrait reculer à 4.4 % en 2011, avant de remonter à 4.8 % en 2012. C'est la dollarisation de l'économie libérienne qui permet de maîtriser l'inflation.

Les recettes issues de la production de caoutchouc augmentent à la faveur du rebond des cours mondiaux, tandis que les IDE progressent grâce à l'afflux des investissements réalisés dans les mines de Bong et dans les mines de fer de Yekepa. En 2010, pour la première fois, l'État libérien devrait en outre encaisser des redevances sur l'exploitation minière, qui devraient se monter à 1.57 million USD, avant de faire un bond à 30 millions USD en 2015.

L'économie libérienne est dominée par les activités agricoles. En proportion du produit intérieur brut (PIB), l'agriculture, la sylviculture et la pêche représentaient 62.7 % de l'économie en 2010, ce qui traduit la faiblesse des autres secteurs après des décennies de guerre civile et d'incurie économique. La production agricole du Liberia est essentiellement une production de subsistance, car le pays pâtit de piètres rendements agricoles. Sa principale denrée alimentaire est le riz. Si l'hévéa constitue sa plus importante culture de rapport, le pays a toutefois investi massivement dans la culture des palmiers à huile il y a peu.

À brève échéance, la production d'huile de palme devrait augmenter sous l'effet de deux gros investissements réalisés par l'entreprise malaisienne Sime Darby et le britannique Equatorial Palm Oil, qui ont reçu une concession pour l'exploitation, respectivement, de 220 000 et 169 000 hectares. Une autre entreprise indonésienne, Golden Veroleum, est actuellement en train de négocier avec les autorités un investissement de plus de 1.6 milliard USD pour l'exploitation d'une concession de 220 000 hectares de palmiers à huile, qui occuperait 10 000 personnes lorsqu'elle fonctionnera à plein régime. Il est prévu que ce projet englobe des processus à valeur ajoutée, qui transformeront l'huile de palme en biodiesel, ou en d'autres types de carburants.

Le secteur manufacturier a représenté environ 5.3 % de l'économie en 2010. Il se compose essentiellement d'activités industrielles à petite échelle, comme la fabrication de ciment, de briques, de tuiles et de meubles métalliques ou en bois. Ce secteur a quelques possibilités limitées de se développer en venant en appui aux investissements réalisés dans les industries extractives, la construction routière et de voies de chemin de fer et dans les petites et moyennes entreprises (PME). Toutefois, le développement du secteur privé passera par l'instauration d'un environnement propice, ce qui demeure une gageure dans ce pays, qui vient de sortir d'un conflit et manque de ressources humaines, d'infrastructures physiques et de services bancaires.

La croissance structurelle du secteur manufacturier se heurte à la taille restreinte du marché intérieur, au pouvoir d'achat inexistant de la population et à une consommation publique limitée. Il est donc probable que la croissance à long terme du pays sera tributaire de la poursuite de l'intégration régionale, et en particulier de l'Union du fleuve Mano, groupement économique réunissant le Liberia, la Guinée et la Sierra Leone. La grande priorité consiste donc à étendre l'infrastructure régionale afin de faciliter le commerce transfrontière.

En 2010, le secteur des services a contribué au PIB à hauteur de 25.9 %. Ce secteur englobe le commerce de gros et de détail, les hôtels et restaurants (6 %), le transport, le stockage et les communications (4.2 %), les services financiers, ainsi que les services immobiliers et les autres services aux entreprises (2.8 %), les services généraux de l'État (9.5 %) et les autres services (3.4 %). Ces services s'adressent essentiellement à la communauté internationale et aux personnels de la Minul. De plus, les prestataires sont souvent des entreprises détenues et gérées par des Libanais. Il est rare que la population libérienne en retire un avantage, tant sur le plan des bénéfices que de l'emploi.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	13.9	22.1	26	27.4	31.7	30.6	30.1
Recettes fiscales	13.4	20.8	21.2	22.1	22.4	22.2	21.4
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	0	0.2	0.8	2.7	1.4	3	3.4
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	15.3	18.3	24.8	29	30.4	32.5	32.3
Dépenses courantes	5	15.8	21.8	25	27	28.2	27.8
Sans les intérêts	3.8	15.7	20.8	24.2	26.5	27.7	27.4
Salaires	2.6	6	8.6	10.6	12.3	12.6	12.8
Biens et services	1.1	6.9	7.7	8.8	8.3	9.2	8.9
Intérêts	1.2	0.1	0.9	0.9	0.5	0.5	0.5
Dépenses en capital	10.3	2.5	3	3.9	3.4	4.3	4.4
Solde primaire	-0.2	3.9	2.2	-0.8	1.8	-1.3	-1.7
Solde global	-1.4	3.8	1.2	-1.6	1.3	-1.9	-2.2

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source: Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Année fiscale Juillet(n-1)/Juin(n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417347>

Politique monétaire

Le dollar des États-Unis ayant légalement cours au Liberia, ce pays ne dispose que d'une marge de manœuvre restreinte pour sa politique monétaire. Le rôle de la CBL se borne donc à gérer la volatilité du taux de change entre le dollar libérien et le dollar des États-Unis. Pour ce faire, elle procède à des adjudications de devises de manière à réduire le volume de dollars libériens en circulation. Cet instrument a une utilité limitée, puisqu'il amenuise les réserves de change de la CBL, lesquelles jouent un rôle important en préservant la confiance dans le dollar libérien. L'ouverture du marché des bons du Trésor prévue pour 2011 devrait donc apporter un nouvel instrument de gestion de la liquidité.

En 2010, le Liberia a bénéficié de termes de l'échange favorables, et enregistré des entrées nettes de devises, ce qui a stabilisé le taux de change et accru les réserves de la banque centrale. Avec le reflux des cours mondiaux des denrées alimentaires et du pétrole, et le renchérissement des produits d'exportation (et en particulier du caoutchouc), les tensions inflationnistes sont également restées limitées.

À terme, le pays entend entrer dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et a donc signé un protocole d'accord sur l'accession en septembre 2010. L'Uemoa a pour objectif premier d'introduire une monnaie unique dans six pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Nigeria. Une telle mesure contribuerait certes à l'intégration régionale, ce qui est vital pour un petit pays tel que le Liberia, mais, pour la plupart des autres pays d'Afrique de l'Ouest participants, l'Uemoa ne remplit pas les critères d'une zone monétaire optimale (mobilité du travail et du capital, transferts budgétaires et cycles conjoncturels comparables). De plus, le Nigeria étant de loin l'économie la plus vaste de la région, si une zone monétaire était créée, le plus probable est qu'elle importerait sa politique monétaire depuis le Nigeria dans les autres pays membres. Or, le Liberia est actuellement une économie dollarisée qui importe déjà sa politique monétaire des États-Unis ; cette situation ne

différerait donc pas tellement de sa situation actuelle.

Position extérieure

Le Liberia fait partie de la Cedeao. En 2007, il a déposé une demande d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, mais en est encore aux premières étapes du processus d'admission et doit présenter un aide-mémoire sur son régime de commerce extérieur.

En tant que membre de la Cedeao, le Liberia participe aux négociations en cours avec l'UE sur un Accord de partenariat économique. Par ailleurs, il peut accéder au marché de l'UE dans les mêmes conditions que celles accordées aux pays les moins avancés par l'initiative « Tout sauf les armes ». Depuis 2006, il bénéficie de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) et exporte du textile vers les États-Unis. Cependant, dans l'ensemble, le pays a du mal à tirer parti de ces dispositifs d'accès préférentiel en raison de limitations structurelles, d'une offre restreinte, ainsi que du piètre état de son infrastructure, des interruptions de la fourniture d'énergie et de la rareté des entreprises disposant d'un réseau à l'exportation. Le Liberia va également bénéficier d'un accès préférentiel au marché chinois dans le cadre des engagements découlant du Forum de coopération Chine-Afrique de 2009.

Les entrées d'IDE sont reparties à la hausse depuis que les effets de la crise financière de 2008 se sont dissipés. Une grande partie de ces IDE profitent aux industries extractives et sont en fait réalisés par les entreprises privées des pays émergents partenaires, au premier rang desquelles China Union et Arcelor Mittal. Ces deux groupes se sont engagés à investir respectivement 2.6 milliards USD et 1.5 milliard USD dans le pays. Ils financent notamment la construction de l'infrastructure routière et ferroviaire locale, dont les voies ferrées reliant les mines de Bong (80 km) et la mine de fer de Lamco (250 km) au port de Buchanan. De l'autre côté de la frontière, en Guinée, plusieurs chantiers analogues ont été réalisés dans le secteur privé, mais les parties ne sont pas parvenues à un accord, et les deux réseaux se sont pas compatibles. La Guinée ne pourra donc pas utiliser l'infrastructure ferroviaire et portuaire du Liberia pour accéder aux marchés des autres continents, ce qui met en évidence les inconvénients de confier les projets d'infrastructure régionaux à des intérêts privés.

Le déficit du compte courant du Liberia a été estimé à 40.9 % du PIB en 2010, et devrait se maintenir autour de ce niveau en 2011 et 2012, ce qui témoigne du manque de compétitivité du pays. Le fait que les facteurs dégagent un revenu négatif montre le problème posé par le rapatriement des bénéficiaires, lesquels ne sont donc pas réinvestis dans le pays. Ce problème s'explique dans une large mesure par l'absence d'un environnement économique stable et par l'incertitude des perspectives d'avenir. De plus, les services correspondent pour l'essentiel aux activités de la Minul, et sont par conséquent comptabilisés avec une valeur négative.

Le total de l'aide publique au développement (APD) est resté stable, à 433 millions USD pour l'exercice budgétaire 2010/11, selon les estimations. Les ONG et les autres agences non gouvernementales ont compté pour 283 millions USD dans ce total, tandis que 68 millions USD ont été alloués à des contributions au fonds groupé et au fonds d'affectation spéciale. De plus, 58.5 millions USD ont été affectés à l'appui budgétaire, qui couvre ainsi l'équivalent de 16 % du budget national. Les principaux contributeurs à l'appui budgétaire sont la Commission européenne, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, qui ont donné respectivement 30 millions USD, 15.5 millions USD et 13 millions USD. Par ailleurs, de nombreux gros investisseurs dans les industries extractives ont mis en place des fonds de développement communautaire au titre de leur programme de responsabilité sociale, afin de faire bénéficier la population locale des retombées positives des investissements à grande échelle. Au total, en 2010, 14.2 millions USD devaient être décaissés dans le cadre de ces mécanismes, essentiellement financés par le Mittal Social Development Fund, les mines de Bong et BHP Billiton.

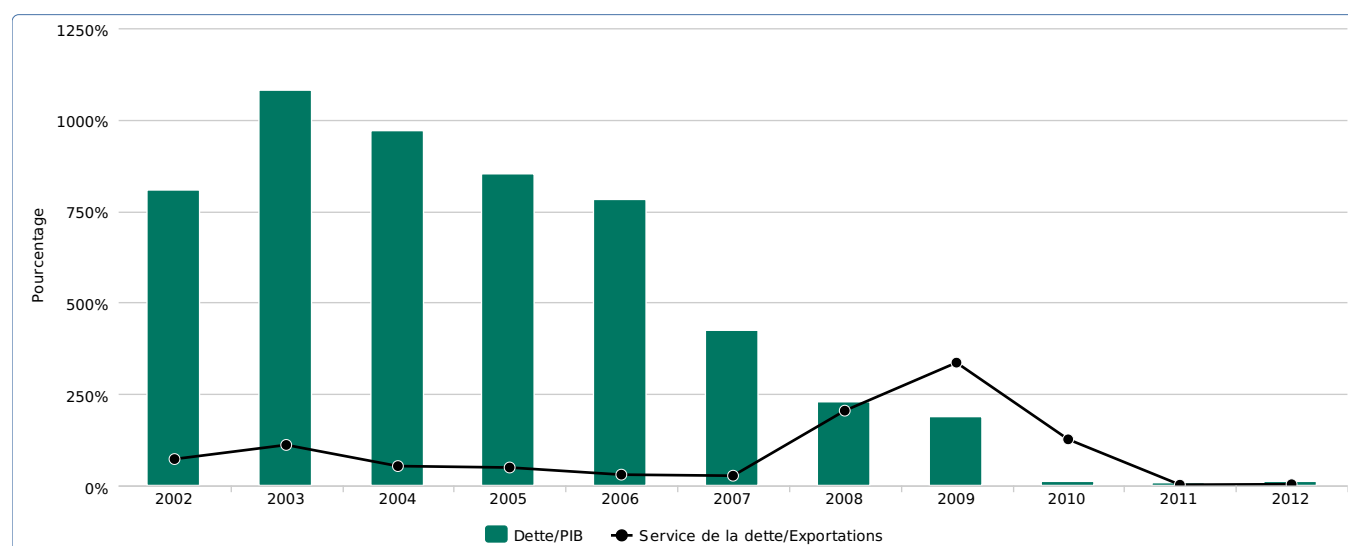
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	18.8	-39.3	-53.5	-46.6	-50.2	-50.2	-47.9
Exportations de biens (f.o.b.)	31.1	28.1	29.9	17.4	17.2	17.9	18.2
Importations de biens (f.o.b.)	12.2	67.4	83.3	64.1	67.4	68.1	66.1
Services	2.4	-122	-118.4	-90.1	-95.2	-83.3	-76.5
Revenu des facteurs	-52.3	-23.5	-18.8	-16.4	-19.8	-11.8	-13.5
Transferts courants	19.6	153.4	133.3	119.9	124.4	107.3	97.3
Solde des comptes courants	-11.5	-31.4	-57.4	-33.2	-40.9	-38.1	-40.6

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418316>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412084>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Globalement, le climat des affaires reste difficile au Liberia. Ce pays pâtit d'un capital humain peu développé, de piètres infrastructures et d'un accès limité aux services financiers. Malgré de récents efforts visant à améliorer la transparence, la corruption demeure très préoccupante. Cet environnement défavorable devrait constituer un obstacle pour les activités de l'industrie d'exportation. Par ailleurs, la substitution aux importations reste très restreinte, même pour beaucoup de produits essentiels.

En 2010, le Liberia se classait à la 155^e place, sur 183 pays, dans le rapport *Doing Business*, gagnant ainsi trois places par rapport à l'année précédente. Néanmoins, dans ce pays, il faut toujours 20 jours pour créer une entreprise, 77 jours pour obtenir un permis de construire et 50 jours pour faire enregistrer une transaction sur un bien foncier. L'enregistrement des biens fonciers et des titres de propriété foncière reste particulièrement problématique, car ces biens ont rapidement changé de mains pendant la guerre civile. D'un point de vue économique, l'absence de titres de propriété sur les biens fonciers fait obstacle à l'accès au crédit, et dans une perspective d'instauration de la paix, les différends fonciers constituent une source de tensions. L'Indice de performance logistique, qui mesure la facilité de la logistique commerciale, s'est, lui, légèrement amélioré, passant de 2.28 en 2009 à 2.38 en 2010.

La stratégie *Liberia Rising 2030*, en cours d'élaboration, va privilégier les projets d'investissements étrangers dans les secteurs entretenant peu de liens avec le reste de l'économie, principalement dans les mines de fer, ou la culture de l'hévéa et du palmier à huile. Les recettes seront investies dans l'infrastructure afin de créer des couloirs de croissance, lesquels devront être reliés aux marchés internationaux. Dans le cadre de cette stratégie, les redevances pourraient financer les investissements dans l'infrastructure et améliorer le climat d'affaires.

Le Liberia est doté d'un système financier rudimentaire qui procure des services de base dans les zones urbaines. Il n'existe pas de marché d'actions dans le pays et la couverture des assurances y est limitée. Des banques du secteur privé ont fait savoir qu'elles prévoyaient d'introduire la banque sur téléphone mobile dans le pays courant 2011.

En raison du manque de clarté sur les droits de propriété et des difficultés à faire exécuter les contrats, les projets finançables sont rares dans le pays, si bien que le secteur financier enregistre un excédent de liquidité. De plus, la réglementation financière interdit aux banques d'investir dans des actifs autres que ceux notés AAA, ce qui exclut de fait les investissements dans quasiment toute l'Afrique.

L'introduction de bons du Trésor marque un tournant et une session pratique a été organisée en 2010 afin d'y préparer les banques privées. Du point de vue du secteur privé, cette nouveauté va permettre aux banques locales d'acheter des bons du Trésor à court terme, ce qui réduira leur liquidité et leur apportera une source de revenu. Lors de la session de formation, le taux d'intérêt sur ces titres a été annoncé à 2.89 %.

Autres développements récents

Dans ses efforts pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE, le pays a largement réformé la gestion de ses finances publiques, espérant ainsi améliorer les performances du secteur public, de la gestion de la dette à l'élaboration du budget. Dans le domaine budgétaire, il a établi un contexte à moyen terme ainsi qu'un document cadre budgétaire. De plus, l'État doit désormais rendre régulièrement compte des performances des entreprises publiques. Selon les estimations, la masse salariale de la fonction publique a augmenté de l'équivalent de 1.7 % du PIB en 2010 en raison de l'inclusion, pour la première fois, des rémunérations du personnel de l'éducation, de la santé et d'une partie des forces de sécurité.

Le vote du budget 2009/10 par le Parlement a pris du retard, conduisant les ministères et les administrations publiques à limiter les dépenses. Le pouvoir législatif débat, en outre, actuellement de cas de corruption signalés lors de l'attribution d'importantes licences d'exploitations minières, ce qui met le gouvernement en difficulté. Selon plusieurs sources, les parlementaires refuseraient d'inscrire l'approbation des licences à l'ordre du jour des débats si ces licences ne sont pas payées à l'avance.

Le Liberia manque singulièrement d'infrastructures, ce qui freine considérablement la croissance économique. Les pouvoirs publics donnent la priorité aux investissements dans les travaux publics, ainsi que dans les infrastructures d'éducation et de santé, et les dépenses en capital devraient passer de 3.4 % du PIB en 2010 à 4.3 % en 2011. Cependant, si les opérations d'appui budgétaire ne sont pas approuvées dans les délais, l'exécution de ces programmes d'investissement pourrait être compromise, avec pour conséquence une contraction des dépenses en capital.

La gestion des ressources naturelles constitue un pan essentiel de la stratégie de développement du Liberia, qui est censée être financée par les droits de licence dans un premier temps, puis par les redevances à plus long terme. Le pays a voté plusieurs lois sur l'exploitation forestière afin de ménager un équilibre entre développement durable et responsabilité sociale. Huit nouvelles entreprises ont reçu des licences d'exploitation forestière plafonnées à 5 000 hectares chacune.

Partenaires économiques émergents

Les pays émergents partenaires au développement opèrent principalement dans le secteur privé, et n'apportent pas d'APD, à l'exception de la Chine, qui verse environ 20 millions USD chaque année.

Les pays émergents non africains qui sont partenaires au développement du secteur privé se montrent extrêmement actifs et visibles au Liberia. Ils se concentrent pour la plupart dans les industries extractives. Par exemple, les mines de Bong, exploitées par China Union, et les mines de fer de Yekepa, exploitées par Arcelor Mittal, se sont engagées à investir respectivement 2.6 milliards USD et 1.6 milliard USD. En 2010, le site exploité par Arcelor Mittal est entré en activité et a généré ses premières recettes à l'exportation et ses premières redevances. Ce type d'investissements se conjugue souvent avec des projets d'infrastructures destinés à assurer un accès aux ports et aux marchés d'exportation. De leur côté, le groupe malaisien Sime Darby et l'indonésien Golden Veroleum ont investi plusieurs milliards de dollars dans la production d'huile de palme.

En février 2010, Elenilto, qui appartient à l'israélien Engelinvest Group, a reçu une concession de 2.4 milliards USD en vue de la mise en valeur du gisement de minerai de fer Western Cluster. Dans le cadre de cet accord, Elenilto fera un versement ponctuel de 25 millions USD et paiera chaque année une taxe correspondant à 21 % des bénéfices de l'entreprise. Il versera aussi chaque année 3.1 millions USD pour le développement communautaire. Une entreprise brésilienne d'infrastructure, Odebrecht, a pour sa part engagé des pourparlers en vue de la remise en état de la centrale hydroélectrique de Mount Coffee, à White Plains, et est en train d'étudier la faisabilité d'un nouvel agrandissement, sur le bassin du fleuve Saint-Paul.

Certains partenaires au développement du Liberia sont africains. Ainsi, la Libyan African Investment Company va entièrement réhabiliter le palace cinq étoiles Ducor Palace Hotel, qui a été détruit et pillé pendant la guerre civile. La Libye a aussi investi dans l'usine de transformation de caoutchouc de Gbarnga, qui produira du caoutchouc pour pneumatiques destiné à l'exportation. Elle a, par ailleurs, entrepris de proposer des services aux cultivateurs afin de les aider à améliorer leur production, voire à faire monter les exportations de caoutchouc libérien dans la chaîne de création de valeur ajoutée. Le caoutchouc non transformé constitue actuellement la première exportation du pays. Ces deux projets devraient représenter au total un investissement de 65 millions USD. Enfin, le Libya Africa Investment Portfolio a conclu un partenariat avec une ONG locale, la Foundation for African Development Aid, dans le cadre d'un projet de 30 millions USD visant à renforcer la sécurité alimentaire dans le pays. Cependant, certains affirment que cette initiative est à la fois improductive et non viable, et que l'équipement prévu n'est pas utilisé.

Les banques nigérianes dominent le secteur financier très restreint du Liberia. Ces banques ont introduit des services très novateurs, tels que les premiers distributeurs automatiques de billets et les services en ligne. Elles prévoient notamment de rééditer au Liberia le succès remporté par la banque sur téléphone mobile en Afrique de l'Est. Ces banques africaines favorisent aussi la diffusion des meilleures pratiques sur le continent. Désireuses de renforcer la surveillance prudentielle, la Banque centrale du Nigeria et la Banque centrale du Liberia ont signé un protocole d'accord en novembre 2009.

Le secteur des PME est essentiellement aux mains de la communauté libanaise, surtout dans la branche des services, qui englobe le tourisme, les hôtels, les supermarchés, les boulangeries, etc. Bien que certaines de ces familles vivent au Liberia depuis des générations, ces Libanais ne peuvent pas devenir Libériens car l'article 27b de la Constitution réserve aux Noirs le droit d'être citoyens du Liberia, par la naissance ou la naturalisation. Du fait de ce refus de la nationalité, les Libanais n'ont pas le droit d'être propriétaires fonciers dans le pays et doivent recourir à des baux de longue durée. La communauté libanaise fait également jouer ses relations à l'international, au Liban et ailleurs, pour accéder aux financements et aux chaînes d'approvisionnement. Cette place prépondérante des Libanais dans l'économie du Liberia peut être considérée comme un obstacle à l'implantation des petites et moyennes entreprises chinoises qui opèrent déjà dans d'autres pays d'Afrique.

Bien que la structure de l'actionariat des multinationales, qu'elles soient issues des partenaires au développement traditionnels ou non traditionnels, ne soit bien souvent pas suffisamment claire pour que l'on puisse faire des généralisations sur les différences de comportement, il est évident que les grandes multinationales des partenaires émergents sont plus enclines à rechercher des opportunités dans un environnement d'affaires relativement risqué. De surcroît, ces entités créent de la valeur ajoutée, à l'instar des banques nigérianes, qui vont introduire la banque sur téléphone mobile au Liberia.

Au Liberia, les entreprises chinoises ont acquis la réputation de livrer les projets dans les délais et à des prix compétitifs. Ces prix avantageux s'expliquent souvent par la grille de rémunération des travailleurs chinois expatriés (les ingénieurs perçoivent un salaire mensuel d'environ 1 000 USD), qui diffère considérablement de celle des pays développés.

Parmi les partenaires émergents, la Chine est la plus importante source d'APD. Selon l'ambassade chinoise au

Liberia, elle verse environ 20 millions USD par an d'aide liée, qui finance essentiellement des projets d'infrastructure et des bourses d'études. Divers ministères techniques et provinces chinoises apportent également une assistance qui n'est pas enregistrée au niveau central, si bien que le total de l'APD consentie par la Chine est probablement bien plus élevé que le chiffre officiel. L'aide que la Chine apporte au Liberia est étroitement liée à sa politique « une seule Chine », et peut être perçue comme un remerciement pour avoir reconnu la République populaire de Chine et non le Taipei chinois, comme l'avait fait précédemment le régime de Charles Taylor. Elle s'inscrit également dans le cadre d'efforts diplomatiques plus vastes déployés au Liberia, qui prennent la forme de financements d'échanges culturels et de bourses d'études par l'intermédiaire de l'Institut Confucius de l'université du Liberia.

La Chine a aussi aidé l'enseignement supérieur au Liberia en versant 50 millions USD pour financer l'agrandissement du campus de l'université nationale. Ce projet a été finalisé en 2010 et a été cofinancé par les États-Unis et la Commission européenne. Cependant, les bourses d'études et la formation dispensées par l'Institut Confucius ne se traduisent pas forcément en opportunités d'emplois : certaines entreprises chinoises estiment que leurs salariés chinois parlant anglais sont plus productifs que les Libériens qui parlent chinois.

Par ailleurs, la Chine apporte son aide au secteur de la santé en construisant de petits établissements hospitaliers. En 2010, elle a annoncé qu'elle prévoyait de reconstruire les locaux du ministère de la Santé dans la capitale, qui ont été en grande partie détruits pendant la guerre. La Chine avait déjà financé la construction de l'hôpital de Tappita, situé à 270 km de Monrovia.

En 2010, l'Inde a, elle aussi, apporté une assistance au pays en mettant à disposition 20 autobus Tata pour les transports publics à Monrovia. Ces autobus ont la réputation d'être robustes et faciles à entretenir, et ce don s'inscrit dans un effort diplomatique plus vaste engagé par les autorités indiennes pour appuyer l'investissement d'Arcelor Mittal dans le pays.

Toutefois, la coopération pour le développement émanant du principal pays émergent partenaire (20 millions USD reçus de la Chine) est relativement limitée comparée aux contributions des donateurs bilatéraux tels que les États-Unis, la Commission européenne et l'Allemagne, qui ont déboursé respectivement 103 millions USD, 88 millions USD et 45 millions USD en 2010. Outre cette aide financière, la Chine participe en tant qu'observateur à diverses réunions de coordination et siège au sein de l'équipe de gestion économique du pays, qui est la plus haute instance chargée d'étudier les projets de développement administrés par le ministère de la Planification et des Affaires économiques. Cependant, la préférence va à une mise en œuvre bilatérale des projets. Les donateurs bilatéraux expliquent la coordination relativement satisfaisante entre la Chine et les autres partenaires au développement traditionnels du Liberia par l'absence de concurrence ou d'intérêts stratégiques au Liberia, par comparaison avec d'autres pays d'Afrique richement dotés en ressources.

Contexte politique

Le Liberia vit en paix depuis octobre 2003. Cependant, l'impasse des élections en Côte d'Ivoire à la fin 2010 compromet sa stabilité. Plus précisément, les Nations Unies ont rapporté que d'anciens combattants et seigneurs de guerre du Liberia avaient été recrutés pour se battre en Côte d'Ivoire. En outre, plus de 10 000 réfugiés ivoiriens sont entrés au Liberia, ce qui n'est pas dénué d'importance, puisque, historiquement, les conflits au Liberia sont liés à l'instabilité dans les pays voisins, tels que la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, trois types de tensions agitent le pays. Premièrement, les tensions religieuses sont en train de s'exacerber et des violences ont éclaté ; les dernières en date ont eu lieu dans le comté de Lofa, dans le Nord du pays, près de la frontière avec la Guinée, en février 2010. Après des affrontements entre chrétiens et musulmans, la police et les forces de maintien de la paix de la Minul ont fini par y rétablir le calme.

Deuxièmement, des élections législatives et présidentielle sont prévues pour octobre 2011, et la présidente Ellen Johnson-Sirleaf a l'intention de briguer un second mandat. L'un de ses opposants de longue date, Prince Johnson, ancien chef de guerre dirigeant le Front patriotique national indépendant du Liberia (FPNIL), devrait lui aussi annoncer sa candidature. Ces élections risquent d'accentuer l'instabilité politique à brève échéance, car les chefs politiques pourraient mobiliser leur électorat et les manifestations dégénérer en affrontements violents.

Troisièmement, certaines données indiquent que le Liberia pourrait devenir un point de passage pour le trafic de stupéfiants en direction d'Europe occidentale et des États-Unis. En 2010, l'Agence nationale de sécurité du Liberia a annoncé qu'elle avait arrêté sept suspects dans une tentative de trafic de 6 000 kilogrammes de cocaïne, évalués à quelque 100 millions USD, destinés aux États-Unis *via* le Liberia.

Les réformes en cours du secteur de la sécurité permettent néanmoins au pays de maintenir un certain degré de paix. Les capacités de l'unité de réaction rapide en cas d'urgence, en particulier, sont régulièrement revues à la hausse. La mise en place d'un service de garde-côtes, avec le soutien bilatéral des États-Unis, constitue une autre réforme notable dans ce domaine. Ces garde-côtes ont pour principale mission de patrouiller dans les eaux territoriales et de lutter contre la pêche illicite et le trafic de stupéfiants. Cependant, à court terme, la Minul demeure la principale source de stabilité dans le pays et le dispositif de maintien de la paix ne sera pas allégé car la situation reste précaire.

Contexte social et développement des ressources humaines

Plusieurs décennies de guerre civile et d'incurie économique se soldent par de très mauvais indicateurs socio-économiques. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constitue donc un défi de taille à relever pour ce pays, où la guerre civile a détruit les infrastructures et érodé la base de capital humain. Pour 2010, l'indice de développement humain du Liberia s'établissait à 0.300, ce qui classe ce pays à la 162^e place sur 169. En effet, 68 % des Libériens vivent sous le seuil de pauvreté et 38 % de la population souffrent de malnutrition.

Face à ces problèmes, les pouvoirs publics donnent la priorité aux dépenses sociales et sont en train d'introduire la gratuité de l'école primaire. En 2010, 605 236 élèves (en hausse de 10 % par rapport à 2009) étaient inscrits dans le primaire, 117 507 (en hausse de 12 %) dans le secondaire et 65 367 (en hausse de 15 %) dans le supérieur. Ces progrès sont principalement imputables aux établissements privés, et s'ils sont louables, il ne faut pas oublier que la population augmente d'environ 2.5 % par an, si bien que les chiffres des inscriptions doivent mécaniquement augmenter aussi. Le taux brut d'inscription global reste néanmoins inférieur à 50 %. Plusieurs mesures devraient remédier à ces problèmes, notamment les dons pour l'enseignement élémentaire (*Grant for Basic Education*) de l'initiative Fast Track (budget de 40 millions USD), qui s'adresseront aux zones rurales désavantagées, ou le deuxième volet du programme de formation des enseignants libériens (*Liberian Teacher Training Programme 2*, pour un budget de 60 millions USD). Ces initiatives s'attachent à renforcer les capacités dans l'éducation, et aussi la décentralisation, en construisant des écoles dans les zones rurales et en formant des enseignants. Au total, les dépenses d'éducation sont passées de 48.3 millions USD sur l'exercice 2010/11 à 50.1 millions USD sur l'exercice 2011/12.

C'est le plan et la politique nationale de santé qui dictent les réformes du secteur de la santé. La principale difficulté consiste à passer d'un modèle d'intervention d'urgence, qui privilégie les soins à court terme, à un système de santé décentralisé, viable et opérationnel, capable d'apporter des services de santé de base. Ce système doit également être en mesure de sous-traiter aux ONG la fourniture de services de santé de base. Les dépenses de santé ont augmenté, passant de 32.5 millions USD à 33.8 millions USD.

En 2010, le pays s'est doté d'une politique nationale d'égalité entre hommes et femmes qui a notamment pour ambition de faire accéder les femmes aux postes de direction. Par ailleurs, il a adopté un plan d'action national en vue de mettre en œuvre la Résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Il cherche ainsi à favoriser la protection des femmes et leur participation à la gouvernance tout en étoffant la base de savoir qui leur permettra de s'émanciper économiquement. En 2010, le Liberia a reçu le prix de l'OMD3 pour son leadership, son engagement et ses avancées remarquables dans la promotion de l'égalité entre hommes et femmes et de l'émancipation des femmes dans tout le pays.

Selon la dernière enquête en date du Bureau international du travail (BIT) sur la population active (2008)², la moitié de la population adulte effectue un travail familial non rémunéré et seulement un tiers occupe un emploi rémunéré. De plus, 84 % des Libériens travaillent dans l'économie informelle et sont privés d'un revenu suffisant, d'un travail régulier, de conditions de travail acceptables, d'une couverture sociale et de biens matériels. Le chômage des jeunes, qui s'explique par les carences de l'éducation et de la formation professionnelle, constitue un autre grand défi à relever pour le pays. Enfin, il semble qu'il existe au Liberia un biais sexiste, puisque 80 % des nouveaux emplois créés dans la fonction publique sont destinés à des hommes.

Notes

1. Les recettes non fiscales sont les droits de coupe, le revenu généré par les biens fonciers de l'État, le revenu et les transferts provenant des droits versés par Global Mining Services et les fonds de développement communautaires, ainsi que les paiements ponctuels sur les concessions.

2. Towards Decent Work in Liberia: A Labour Market and Employment Assessment, 2008.